

**Débats sur l'altermondialisation : deux
points de vues sur le Forum social
Mondial (FSM)**

Pierre Beaudet et Jai Sen

Notes sur les auteurs :

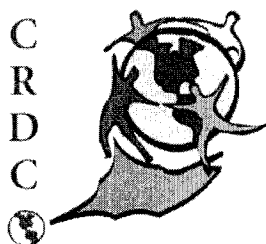
Pierre Beaudet est directeur général d'Alternatives.

Jai Sen est chercheur et membre du groupe de travail indien du Forum social mondial.

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série Conférences N° 11

ISBN : 2-89251-220-4



Août 2004

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	II
TABLE DES ENCARTS	II
1. LE FORUM SOCIAL MONDIAL ET L'ALTERMONDIALISME PAR PIERRE BEAUDET	3
1.1 IL ÉTAIT UNE FOIS PORTO ALEGRE	3
1.2 UN ESPACE DE DÉBATS ET D'ARTICULATION	6
1.3 À LA RECHERCHE DE NOUVEAUX PARADIGMES.....	9
1.4 LE MOUVEMENT SOCIAL AU QUÉBEC ET CANADA IMPORTE PORTO ALEGRE.....	14
2. LE FORUM SOCIAL MONDIAL ET LA MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES PAR JAI SEN	17
2.1 DEUX CONCEPTS : L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET LE FORUM SOCIAL MONDIAL (FSM).....	17
2.2 LE FORUM SOCIAL MONDIAL, LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET L'AUTOSUFFISANCE EN INDE.....	19
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	25
LISTE DES SIGLES	26

Table des encarts

ENCART 1 : LE FORUM SOCIAL ET LE POLITIQUE.....	7
ENCART 2: LE FORUM SOCIAL MONDIAL ET L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE.....	13

1. Le Forum social mondial et l'altermondialisme par Pierre Beaudet

Au début de 2004 à Mumbai en Inde avait lieu la quatrième édition du Forum social mondial (FSM), cet étonnant rassemblement des mouvements sociaux du monde entier. Depuis 2001 en effet, un gigantesque processus de construction culturelle et politique a été mis en place, d'abord au Brésil et depuis dans plus de cinquante pays à travers les cinq continents. Aujourd'hui, le FSM n'est plus simplement un rassemblement annuel, mais une démarche qui dure à l'année longue, qui se déroule dans plusieurs dizaines de villes et de pays, et qui reconstruit de plusieurs manières la problématique des mouvements sociaux et de l'altermondialisme. Au Québec et au Canada, ce sont plusieurs centaines d'organisations populaires et de syndicats qui sont impliqués dans une démarche à la fois locale et internationale.

1.1 Il était une fois Porto Alegre ...

Au début de 2000 avait lieu à Paris une rencontre impromptue entre des représentants de mouvements populaires brésiliens et le Monde diplomatique.¹ À peu près en même temps, le «Forum mondial des alternatives», animé par Samir Amin, organisait à Davos une rencontre pour faire la critique du «Forum économique mondial», le principal «think-tank» de la mondialisation néolibérale.²

Un an plus tard (janvier 2001) était convoqué à Porto Alegre dans le sud du Brésil ce qui allait devenir le FSM. Plus de 15 000 personnes furent du rendez-vous dont une très petite délégation québécoise.³ Sans avoir une idée préconçue, les organisateurs brésiliens dont la centrale syndicale CUT, le Mouvement des sans terre (MST) et l'Association des ONG brésiliennes (ABONGE) avaient estimé nécessaire de réunir des participants du monde entier pour reprendre à une plus grande

¹ Bernard Cassen qui était du groupe a raconté sa version personnelle de l'histoire dans : Cassen, Bernard (2003). *Tout a commencé à Porto Alegre*. Mille et une nuits, Paris.

² Le Forum économique mondial réunit plusieurs milliers de participants à Davos en Suisse provenant principalement des gouvernements et du monde des affaires. Il sert habituellement de caisse de résonance pour les décideurs politiques et économiques et aussi comme événement médiatique pour imprimer sur l'opinion publique mondiale les grandes orientations élaborées pour consolider le néolibéralisme.

³ Dont Monique Simard et Georges Lebel d'Alternatives, ainsi que Vincent Dagenais de la CSN.

échelle l'expérience du «Contre Davos». La première édition du FSM fut donc dans une large mesure l'occasion d'échanger et de discuter sur les impacts du néolibéralisme. Cependant, bien que les médias aient insisté sur cette synchronisation en présentant les deux rencontres comme les deux versants d'un même débat (le libéral et l'altermondialiste), il s'agit en fait de deux planètes différentes. L'une est orientée vers l'endoctrinement et la propagande (Davos). L'autre est inscrite dans la participation avec à sa base l'autodétermination des groupes en lutte, non pas d'abord contre cet endoctrinement, mais contre l'univers dont il est issu et qu'il sert.

Il faut dire que l'idée du FSM inscrit son origine dans un processus lent mais évolutif du mouvement social mondial. En 1996 au Chiapas, le mouvement zapatiste avait organisé la rencontre «intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme », réunissant plusieurs milliers de personnes. Par la suite, de vastes mobilisations ont mis en branle les organisations sociales du monde entier. À Seattle en 1999, au moment de la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce, des manifestations de masse ont permis de révéler médiatiquement l'ampleur du mécontentement populaire devant l'essor de la mondialisation. En avril 2001, le «Sommet des peuples des Amériques» réunissait plus de 50 000 personnes, essentiellement du Québec mais aussi du Canada, des États-Unis, du Mexique, du Brésil et d'ailleurs, pour élaborer un projet populaire et démocratique pour les Amériques.⁴

Plus tard alors que le processus du FSM prenait son envol, d'autres manifestations énormes ont mobilisé des millions de personnes à Gênes (Italie), Prague (République Tchèque), Gotenborg (Suède), Barcelone (État espagnol), Evian (France). À chaque fois, l'occasion a été fournie parce que se réunissaient les tenants du néolibéralisme (OMC, Sommet européen, Sommet du G-8) et qu'il fallait montrer qu'un «autre monde est possible». Mais peu à peu, le centre de gravité du mouvement s'est déplacé de l'«anti-mondialisation» à l'altermondialisation. La force du FSM réside précisément dans cette refocalisation dont les conséquences sont assez énormes.

⁴ Réseau québécois sur l'intégration continentale (2002). *Des alternatives pour les Amériques*. Québec, avril 2001.

Depuis 2001 donc, le FSM a organisé quatre rencontres mondiales, dont trois ont eu lieu à Porto Alegre et la dernière en Inde. Parallèlement, des Forums ont été organisés dans plus de cinquante pays, réunissant plusieurs millions de personnes.⁵ Les quatre forums ont tous été un succès, tant quantitatif que qualitatif.⁶ Les participants représentent tous les secteurs, y compris ceux qui sont en général absents des grands débats, notamment les jeunes, qui organisent, en parallèle avec le FSM leur propre «campement de la jeunesse», autogéré et sur leurs propres bases.⁷ Pour la plupart des observateurs, la deuxième et la troisième édition du Forum (et certains forums régionaux) ont compté beaucoup dans l'émergence du mouvement contre la guerre, et donc dans l'essor des gigantesques mobilisations de 2003. Comme l'a bien expliqué Samir Amin (2003), la «lutte contre l'empire» et en fait contre l'impérialisme américain, est devenue une priorité pour tout le monde :

L'option militariste des États-Unis menace tous les peuples. Elle procède de la même logique qui fut naguère celle d'Adolf Hitler : modifier par la violence militaire les rapports économiques et sociaux en faveur du «Herrenfolk» du jour. Cette option, en s'imposant au-devant de la scène, surdétermine toutes les conjonctures politiques, car la poursuite du déploiement de ce projet fragiliserait à l'extrême toutes les avancées que les peuples pourraient obtenir par leurs luttes sociales et démocratiques. Mettre en échec le projet militariste des États-Unis devient alors la tâche première, la responsabilité majeure pour tous.⁸

⁵ Des forums sont organisés sur une base continentale ou régionale : le Forum social des Amériques (Quito), le Forum social européen (Florence et Paris), le Forum social asiatique (Hydrebad). De plus, des forums nationaux ont eu lieu en Argentine, Brésil, Colombie, Palestine, Maroc, Liban, Thaïlande, etc. Enfin, plusieurs centaines de villes, principalement en Europe occidentale et en Amérique du Sud, ont également leurs propres forums.

⁶ La première édition du FSM prévoyait 5 000 participants et il en est venu 15 000. La deuxième édition toujours à Porto Alegre a regroupé 40 000 participants. La troisième rencontre a réuni 80 000 personnes. Enfin à Mumbai, on a comptabilisé 140 000 personnes dont plus de 20 000 de l'extérieur de l'Inde, principalement de l'Asie (Pakistan, Népal, Bangladesh, Corée du Sud, Japon, Indonésie, etc.).

⁷ Lors du troisième FSM à Porto Alegre, le campement de la jeunesse a regroupé plus de 30 000 participants, soit plus d'un tiers des personnes présentes.

⁸ L'intervention a été livrée dans la plénière du troisième Forum social (janvier 2003). Le texte au complet se trouve dans la section «mémoires» du site Internet du FSM : <http://www.forumsocialmundial.org.br/home.asp>

1.2 Un espace de débats et d'articulation

Le Forum Social Mondial est un

espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain» (FSM, <http://www.forumsocialmundial.org.br/home.asp>).⁹

Fait à noter, et contrairement à d'autres rassemblements de cette nature, le FSM n'a pas de caractère délibératif, il n'émet ni «déclaration finale» ni «programme de propositions». Il ne constitue pas «une instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, et ne prétend pas constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie».¹⁰

De façon récurrente et presque obsessionnelle, le FSM réitère son caractère non partisan, en tant «qu'espace pluriel et diversifié, non-confessionnel, non-gouvernemental et non-partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde».¹¹

⁹ Principe numéro un de la Charte du FSM, que l'on trouve (avec une montagne d'autres documents) sur le site Internet du FSM.

¹⁰ Principe numéro six de la Charte.

¹¹ Principe numéro huit.

ENCART 1 : LE FORUM SOCIAL ET LE POLITIQUE

Tel que l'indique sa Charte, le Forum est un lieu d'élaboration pour les mouvements sociaux. Ce qui n'empêche pas la gauche «plurielle» d'y être présente. Sur le fond, il y a de grands consensus. Les mouvements doivent faire de la politique, c'est-à-dire, contester l'ordre politique dominant. Sans changement à cette échelle, les gains sont menacés ou isolés. Par contre, une forte majorité estime que les mouvements ne doivent pas être «au service» des partis politiques, qu'ils doivent être indépendants, critiques. Ces consensus permettent un dialogue qui n'a pas vraiment eu lieu dans les autres «âges» de la gauche.

La controverse

Le dépassement de ce dialogue met aux prises, pour simplifier, trois grandes «familles» de positions. En premier lieu, il y a les grands mouvements sociaux (les syndicats par exemple) et de partis de gauche de masse, qui disent vouloir «réinvestir» les partis et les remettre dans les problèmes réels de leurs concitoyens. Louise Beaudoin affirme: «la politique sera toujours la sphère à travers elle que nous avons la possibilité de bâtir nos pays ainsi qu'un monde différent. Et c'est aussi par le canal de la politique que nous pouvons avoir un État qui ne défende pas seulement les droits internationaux, mais qui soit également capable d'assurer la régulation de l'économie».¹² Une deuxième famille estime que les mouvements et les partis réellement de gauche doivent se «recomposer» dans de vastes alliances sociales et politiques qui focalisent l'énergie sur la rupture avec l'ordre néo-libéral. Le Forum social européen où l'influence de partis de la gauche radicale est très forte (Parti de la refondation communiste d'Italie, Ligue communiste révolutionnaire de France) est le lieu où cette perspective a été davantage articulée. Au Québec, ce serait sans doute l'option de l'Union des forces progressistes (UFP). Une troisième option est celle qui mise encore plus sur l'autonomie des mouvements sociaux, pas nécessairement «contre» la politique, mais contre toute subordination même tactique. Des alliances avec des partis ou dans le cadre d'élections sont envisagées, mais pas sur la base de coalitions à long terme. Le mouvement social à la limite doit «encercler» le politique et libérer l'énergie créative et radicale de la «multitude» (Tony Negri).

¹² L'intervention de Louise Beaudoin, à l'époque Ministre des relations internationales du gouvernement du Parti Québécois, se retrouve également dans les «mémoires» du 3^e FSM.

L'ensemble des mouvements sociaux est partie prenante, sans être exclusive à l'exception des représentations d'organisations militaires. Le FSM

cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les instances et mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale non-violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre et à la violence utilisée par l'État, et renforcent les initiatives d'humanisation en cours, par l'action de ces mouvements et instances.¹³

De manière concrète, le FSM est régi par un «secrétariat» composé de huit organisations brésiliennes.¹⁴ Ce secrétariat est secondé par un «comité international», composé d'une cinquantaine d'organisations représentant divers secteurs et régions du monde.¹⁵ C'est ce comité qui en fait élabore l'architecture du Forum, ce qui inclut des grands thèmes rassembleurs et reconnus par tout le monde (ou presque), ainsi que des espaces pour les activités auto-organisées (proposées et gérées par les participants eux-mêmes).

Dans le cas du quatrième Forum social en Inde, un «comité organisateur indien» a été mis en place représentant plus de 150 organisations populaires indiennes, reflétant l'incroyable diversité politique, culturelle, linguistique du sous-continent. Les mouvements sociaux «traditionnels» (comme les syndicats et les organisations de femmes), les organisations représentant des secteurs et des régions

¹³ Principe numéro treize.

¹⁴ L'Association brésilienne des ONG, ATTAC-Brésil, la Commission Justice et Paix, l'Association des hommes d'affaires pour la citoyenneté, la Centrale unique des travailleurs, l'Institut brésilien d'analyses socio-économiques, le Centre de justice mondiale, le MST et le Réseau social de justice et des droits de l'homme.

¹⁵ Dont ATTAC, le Comité international pour l'annulation de la dette, le Forum mondial des alternatives, le CIDSE (réseaux des organisations catholiques de coopération internationale), la Confédération internationale des syndicats libres, et divers réseaux internationaux et nationaux. Trois organisations basées au Canada et au Québec participent aux travaux du Comité international soit la Marche mondiale des femmes, le Congrès du travail du Canada et Alternatives.

(notamment les «Dalits» ou intouchables), les ONG progressistes, les partis politiques de gauche, bref tout le monde était de la partie, dans un processus unique dans le paysage politique indien.¹⁶

1.3 À la recherche de nouveaux paradigmes

De bien des manières, le FSM se distingue des expériences précédentes d'internationalisation du mouvement social et progressiste. Le Forum met en interaction des organisations internationales (souvent de grands réseaux) avec des organisations locales. Il internationalise en quelque sorte le local, mais il remet aussi les pendules à l'heure des grands réseaux en les forçant à dialoguer et à apprendre des petites organisations.

Certes son caractère ouvert et pluraliste le singularise, non seulement par rapport aux expériences des grandes rencontres internationales, mais aussi par rapport aux grands rassemblements initiés par le «Sud» ces dernières années (comme le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de solidarité de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine). Le FSM également ne se substitue pas à l'action des réseaux dont plusieurs tentent de coordonner l'action des mouvements sociaux (la Marche mondiale des femmes, la Confédération internationale des syndicats libres, Via Campesina - qui coordonne l'action des mouvements paysans- et bien d'autres encore).

Pour ceux qui ont participé au FSM, l'image qui se dégage naturellement est celle d'un kaléidoscope, ou encore d'une immense «symphonie à géométrie variable», se traduisant par la profusion des thèmes abordés, des rencontres, des prises de paroles.¹⁷ Dans le fourmillement des idées et des dialogues émergent des thématiques, des courants, des vagues qui rassemblent. Par exemple à Mumbai a émergé le thème de la diversité culturelle, qui existait déjà à Porto Alegre mais qui, porté par le mouvement indien, est devenu proéminent. Cette valorisation de la diversité prend une

¹⁶ Les Indiens ont décidé de subvertir l'orientation de Porto Alegre en insérant d'emblée les partis de gauche. En partie par «réalisme», puisque les partis sont de toute façon présents à travers les mouvements sociaux qu'ils influencent (chaque parti a «son» syndicat, «son» association de femme, etc.). En partie parce qu'il a été jugé que l'interaction entre les mouvements et les partis était nécessaire pour parvenir à un «résultat», c'est-à-dire la mise en place d'une grande coalition populaire.

¹⁷ À Mumbai, il y avait plus de 1 600 rencontres, complémentées d'un nombre immense de manifestations, défilés, improvisations artistiques, concerts, etc.

importance politique extraordinaire dans une région du monde (l'Asie) où divers «intégrismes» développent un projet à connotation autoritaire (pour ne pas dire fasciste) qui se base sur un refus de la diversité et de l'altérité, au nom de la «vraie» religion, de l'État fort, de la nation exclusive.

Dans le FSM se croisent en fait divers «langages» politiques, qui chacun s'enracine dans des expériences spécifiques, des contextes variés, des dynamiques singulières. La «parole» des mouvements sociaux «traditionnels» est en général mieux articulée, plus organisée. Elle provient des grandes organisations (y compris des partis de gauche) et des grands réseaux, des grands intellectuels souvent liés au mouvement syndical, au mouvement des femmes et à certains groupes altermondialistes plus puissants. Elle se manifeste principalement par des conférences bien structurées (certaines s'échelonnent sur plusieurs jours), auto organisées (avec un appui minimum du FSM qui agit à toutes fins pratiques comme un appareil logistique plutôt qu'un contrôleur).

Mais cette parole n'est pas la seule à être entendue au FSM. Un grand nombre de petits groupes, de petits réseaux, d'organisations locales ou sectorielles, est également présent et intervient à travers des ateliers, des expositions, des événements. La cause des pêcheurs de crevettes de Thaïlande, celle des «alter-technologues» du Web, comme celle des gais et lesbiennes du Brésil et des coopératives espagnoles, sont toutes apparentes, appréciées, valorisées.

Il faut enfin souligner que ces deux «paroles» n'occupent pas le champ au complet. Un grand nombre d'organisations (c'était plus visible à Mumbai) choisissent d'autres «narratifs» pour s'exprimer, soit parce qu'elles ne maîtrisent pas le langage traditionnel de la politique, soit parce qu'elles décident de valoriser une autre façon de s'exprimer (théâtre, chants, processions, danses, etc.).

Ces trois «paroles» ont des implications épistémologiques, d'une certaine façon, car elles remettent en question le «mégalangage» dominant et traditionnel de la gauche. Selon le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos (2004), de nouveaux paradigmes émergent, principalement des organisations du Sud, qui remettent en question la «monoculture» qui se proclame «universelle» et

«globale», même à gauche.¹⁸ De cette émergence ressortent de nouvelles façons de comprendre la temporalité, la productivité, l'inclusivité et le concept même du «développement», encore marqué de l'idéologie du progrès et des lumières, donc d'une vision européo-centrée et bourgeoise. Pour de Sousa Santos (2004),

le monde a toujours été multiculturel. Si on remarque cet aspect aujourd'hui, c'est à cause de la lutte des peuples et également des groupes sociaux. Cette discrimination, cette invisibilité du multiculturalisme a été niée, marginalisée et fréquemment éliminée avec dureté. Nous vivons dans des sociétés très inégales, mais l'égalité ne nous suffit pas. Nous voulons l'égalité, mais que l'on reconnaisse également le droit à la différence. Voilà la situation de notre temps. C'est une conquête qui nous appartient à des mouvements comme le mouvement féministe, le mouvement indigène, le mouvement des droits de l'homme dans la lutte contre l'apartheid, et le mouvement gay.

Pour le sociologue portugais, la lutte pour la différence n'a pas de sens si elle n'est pas organiquement liée à la lutte pour l'égalité :

Il faut distinguer le multiculturalisme réactionnaire et conservateur du multiculturalisme émancipateur. Le multiculturalisme réactionnaire décrète que le droit à la différence ne doit pas être articulé au droit à l'égalité. Or dans les sociétés extrêmement inégales que le capitalisme a produit au long des siècles, le droit à la différence est impossible sans le droit à l'égalité. Et ce droit à l'égalité exige la distribution de la richesse. Au contraire, le multiculturalisme émancipateur élargit de façon extraordinaire cette immense possibilité de dignité humaine, dont nous sommes, d'une certaine façon une métaphore, un symbole extraordinaire des capacités de convivialité, des capacités de solidarité, de capacités de paix, lorsque la différence se reconnaît, mais se reconnaît sur un plan d'égalité. Il n'y a pas de droit à la différence vraiment progressiste sans que l'on revendique le droit à la distribution de la richesse (de Sousa Santos, 2004).

¹⁸ Boaventura de Sousa Santos (2004). *The world Social Forum : Towards a Counter-Hegemonic Globalization*. Sen, Anad, Escobar et Waterman, *Challenging Empires*, Viveka Foundation, Delhi. Le texte est dans la section «Mémoires» du FSM de 2003.

On a parfois l'impression, lorsqu'on s'immerge dans les Forums, de perdre pied, d'avoir une «overdose» d'idées et de messages, sans que l'on puisse «atterrir», conclure, dégager des pistes. Certes, tout le monde a l'habitude de processus plus centralisés, orientés sur l'action de manière directe et qui mettent l'emphase sur des consensus rapides, compréhensibles, traduisibles en actions.

Dans un sens, le Forum ne refuse pas cette manière de faire, mais il ne se situe pas au même niveau. À l'intérieur du Forum se dégagent aussi ces consensus «rapides» et se forment des coalitions improvisées ou préparées. Par exemple, le grand mouvement contre la guerre en Irak a été propulsé par les appels des mouvements sociaux réunis à Porto Alegre. Probablement que les mobilisations contre la guerre seraient survenues de toute façon, mais elles ont été synchronisées et articulées dans et par le FSM.

On a donc un processus qui répond à plusieurs impératifs, démarches, dynamiques, intégrant le pluralisme dans le processus même. Ceux qui veulent explorer, discuter, prendre la parole, ébaucher des hypothèses sur tout et sur rien, côtoient des mouvements et des organisations qui ont un agenda, des buts, des objectifs précis. Sans s'imposer l'un à l'autre, cette coexistence permet des maillages sinon des mariages étonnants.

ENCART 2: LE FORUM SOCIAL MONDIAL ET L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Depuis toujours, les organisations populaires ont entrepris des initiatives de nature économique : coopératives, mutuelles, micro-entreprises, souvent liées aux organisations sociales, aux mouvements progressistes, aux municipalités de gauche. Durant la dernière période toutefois, cela s'est accéléré, principalement à cause des politiques néolibérales. Plusieurs personnes ont été obligé de se replier vers des stratégies de survie, d'où l'émergence de nouvelles expériences, de nouvelles explorations, et le grand intérêt pour l'économie solidaire. Dans le cadre du FSM, des centaines d'organisations ont participé aux travaux sur l'économie solidaire y compris de grands réseaux comme le Chantier de l'économie sociale du Québec.

Les perspectives

Pour la majorité des participants au FSM, la racine du problème se retrouve dans le néolibéralisme. La réponse à cette situation se situe dans l'articulation de mouvements de résistance et dans la mise en place d'alternatives politiques. Maintenant que la perspective d'une rupture brutale et totale avec le système capitaliste n'est plus à l'ordre du jour, beaucoup de mouvements progressistes ont une approche à plus long terme, «gramscienne», où le défi est, tout en résistant contre le néolibéralisme, de créer de nouvelles valeurs, de nouvelles dynamiques sociales et économiques, bref, de construire un nouveau «projet hégémonique». Et que ce défi ne se fera pas seulement en promettant aux gens des «jours meilleurs» (après l'arrivée au pouvoir de la gauche), mais en répondant, du mieux qu'on le peut, aux problèmes dramatiques de l'exclusion, du chômage, de la misère. Et c'est là qu'entre en jeu l'économie solidaire, non pas en tant que substitut à la lutte pour le changement social et à la résistance au néolibéralisme, mais en tant que moyen d'organisation, laboratoire social et culturel, micro expérience de ce que nous voulons comme «autre monde».

Pour ceux qui attendraient du FSM un «programme», l'envolée du sociologue suisse Jean Ziegler (2003) est une belle réponse :

C'est la société civile planétaire en voie de gestation difficile (dont la capitale est Porto Alegre) qui détient l'espérance d'une résistance démocratique victorieuse des peuples contre l'ordre meurtrier et absurde du monde. Dans le New York Times, Thomas Friedman a dit du FSM : «c'est très sympathique, c'est bien tous ces jeunes de partout qui font la fête à Porto Alegre, qui veulent un autre monde, qui sont dégoûtés par ce qu'ils voient, mais où est le programme de Porto Alegre ?? ». Et bien, nous refusons cette question, nous savons avec certitude ce que nous ne voulons pas, nous ne voulons pas du FMI, nous voulons la dissolution de l'Organisation mondiale du commerce, nous voulons la liquidation de l'indépendance des banques centrales, la politique monétaire est affaire des peuples et pas des technocrates, nous voulons la fermeture des paradis fiscaux et de toutes les places off shore, nous voulons manger de la nourriture naturelle et interdire la nourriture transgénique, nous voulons maintenir les forêts de la Terre.... Par contre, le monde nouveau qui naît de nos combats appartient au mystère de la liberté libérée des hommes.¹⁹

1.4 Le mouvement social au Québec et Canada importe Porto Alegre

Tel qu'évoqué auparavant, de nombreux militants d'organisations québécoises et canadiennes ont participé au FSM. Un comité québécois de liaison très souple, sans volonté de centraliser, s'est mis en place pour faciliter l'échange d'information, la logistique (réservations d'hôtels et de billets d'avion, financement pour faciliter la participation des organisations moins pourvues, etc.). Des rencontres ont été organisées avant, pendant et après les Forums pour capitaliser sur l'expérience de chacun. Cette concertation s'inscrit bien dans la tendance actuelle de plusieurs organisations de se coaliser, de se rapprocher, de se concerter, et qui se formalise parfois par des coalitions plus permanentes (Réseau québécois sur l'intégration continentale, Cap-monde, Coalition Échec à la guerre, etc.) et ce, sans compter les coalitions sectorielles qui prolifèrent. Dans un sens donc, la

¹⁹ Lire l'intervention de Ziegler dans la section «mémoires du FSM de 2003» sur le site internet du FSM.

méthodologie du FSM (regrouper le maximum d'organisations sans centraliser politiquement) est une caractéristique du mouvement social dans notre pays.

Diverses dynamiques régionales ont entrepris d'aller plus loin. Par exemple, le Forum social de la région de Québec-Appalaches, a permis de rassembler les organisations populaires de cette région (le Forum s'apprête à tenir son deuxième sommet). Il est devenu une structure permanente de liaison qui permet de coordonner des efforts dans le domaine de l'altermondialisation, de la lutte contre la guerre, de la résistance contre la «réingénierie» de Jean Charest, etc. Un forum similaire bien que soutenu par des individus davantage que des organisations a été mis en place à Toronto, ce qui représente dans cette ville une expérience réellement innovatrice.²⁰ Chacun à sa manière, cherche à importer sur la scène locale un espace de débat, de convergence, de dialogue en valorisant expressément la diversité, la pluralité, l'inclusivité.

À Porto Alegre en 2003, une rencontre impromptue a eu lieu entre les délégués québécois et canadiens. On a évoqué l'idée d'organiser un grand forum social du Québec, du Canada et des Premières Nations, ce qui serait une première dans l'histoire (du moins récente) du mouvement populaire. Des réunions de consultation ont été organisées subséquemment à Toronto et à Montréal et ont permis de dégager un assez grand consensus de fond sur cette idée. Par contre, les organisations participantes (environ une centaine) ont échoué à s'entendre sur une date commune et dans le fond, cette question de synchronisme est politique. Des organisations syndicales, notamment, estiment que le climat actuel n'est pas propice, du moins à court terme, à une grande initiative commune de ce type. Les discussions continuent cependant pour déterminer quand et si le Forum peut être organisé.

La thématique qui mène à cette évolution n'est pas radicalement différente au Québec et au Canada que dans le reste du monde. De bien des manières, le néolibéralisme a perdu sinon le pouvoir, au moins l'hégémonie sur le plan des idées. Un fort secteur de l'opinion est alerté et mobilisé, on sait que quelque chose de pourri et de menaçant nous pend au-dessus de la tête ! Comment s'y opposer et surtout, quelles alternatives peuvent-elles être mises de l'avant ? Les réponses traditionnelles,

²⁰ D'autres forums ont eu lieu à Victoria, Edmonton, Ottawa, Hamilton.

notamment celles émanant de la social-démocratie, semblent vieilles et surtout peu crédibles, compte tenu du fait que les partis sociaux démocrates une fois au pouvoir ont eu tendance à humaniser le néolibéralisme plutôt qu'à le contester réellement.

D'une façon qui correspond à la méthodologie du Forum, personne n'ose dire qu'il faut UN programme et UNE voie, même ceux qui sont affiliés à des mouvements organisés et à des partis. On n'est pas contre la politique ou le politique, mais on est conscients que le vrai enjeu de la transformation (pas nécessairement du pouvoir politique) se joue au niveau de la société, donc au niveau du mouvement social. Pour plusieurs, le social doit «encercler le politique» (c'est une image), imposer ses thèmes et ses approches, forcer l'État et les acteurs politiques, essentiellement les acteurs se situant à gauche, à agir autrement. Ce qui implique de proposer des alternatives (avec un S) au niveau macro, méso et micro, tant sur le plan social, économique, culturel, environnemental. C'est cette «guerre de position» (Gramsci) qui assurera au bout de la ligne un changement du rapport de forces, un déplacement du centre de gravité de la société des secteurs dominants aux secteurs dominés.

2. Le Forum Social Mondial et la mobilisation des ressources locales par Jai Sen

Dans ce texte, je voudrais partager avec vous mon point de vue sur l'économie solidaire en relation avec le Forum social mondial (FSM) en général, ainsi que dans le cadre plus spécifique de la rencontre internationale du FSM qui se tiendra à Mumbai en janvier 2004²¹. On m'a aussi invité à réfléchir sur la question en raison de la nécessité qui s'impose aujourd'hui à tous d'étendre le réseau de l'économie solidaire à l'Inde et à l'Asie. Quelques points bien précis, mais importants, en ce qui a trait à l'économie solidaire, particulièrement dans le contexte de l'Inde seront abordés soit la mobilisation des ressources, de la solidarité entre les peuples et de l'autosuffisance. Je traiterai aussi de la façon dont l'économie solidaire peut avoir un impact sur le FSM. Certains considèrent probablement que ces thèmes ont peu d'intérêt pour le FSM. Au contraire, ils sont au cœur des enjeux auxquels le Forum s'intéresse.

2.1 Deux concepts : l'économie solidaire et le Forum Social Mondial (FSM)

D'un côté, l'économie solidaire est considérée comme une idéologie qui mise sur une stratégie concertée visant à établir des liens et des relations entre l'économique et le social. Ce concept semble généralement faire référence à des relations « internationales » qui dépassent les frontières nationales, mais rien n'empêche que ce concept soit appliqué aussi aux relations sociales et économiques à l'« intérieur » des frontières nationales, qu'il s'agisse de relations entre paysans ou entre travailleurs provenant de différentes régions ou qu'il s'agisse de coopération entre les producteurs et les mobilisateurs de ressources d'un même pays.

D'un autre côté, le FSM est un concept – et peut-être un processus? – auquel certains attribuent un potentiel de transformation sociale à portée mondiale. Selon moi, le FSM est en effet un processus mondial très important, et ce même s'il est actuellement en proie à de grandes tensions internes. La

²¹ Le texte a été écrit à l'automne 2003, avant la tenue du FSM en janvier 2004 en Inde. Il a été présenté dans le cadre de la séance de clôture de la conférence internationale tenue à l'UQO. Le texte est traduit de l'anglais.

culture politique explorée par le FSM est l'une de ses contributions les plus importantes. En effet, selon ses principes fondateurs, le forum n'est ni une organisation, ni un mouvement, ni une fédération, mais plutôt un «espace» libre à l'intérieur duquel les mouvements et les projets de société de toutes provenances peuvent s'exprimer dans un esprit de partage, afin d'établir de nouvelles plates-formes servant à la définition de visions et de plans d'action applicables aux plans local, régional, national ou mondial²².

La particularité du Forum réside expressément dans sa culture politique. C'est parce qu'il se définit comme un «espace» de dialogue (telles l'agora grecque ou l'arène) plutôt que comme une organisation ou une fédération que le Forum prend toute sa force et sa pertinence. Le vrai « succès » du Forum est de permettre, à une échelle qui dépasse tout ce que l'on a connu auparavant, des échanges transnationaux qui contribuent à construire une culture de débat ouvert dépassant les barrières culturelles, sociales et politiques. L'originalité du Forum vient de ce qu'il ne professe pas de dogme. Au contraire, il démontre clairement la possibilité de tenir et de gérer une tribune libre où des idées différentes peuvent entrer en contact et créer un espace propice à la libre expression ou, pour reprendre les termes de Marx, au «libre épanouissement de chacun».

Le plus grand défi du Forum, et probablement le plus important de son histoire, est de contribuer, dans le climat mondial difficile qui est le nôtre, à la transition des politiques dans plusieurs pays et contextes historiques et ce, de façon simultanée.²³

Or, bien que je me réjouis de l'existence d'un tel forum et de ce qu'il a la possibilité d'accomplir, je me dois de souligner certaines tendances négatives qui y ont pris forme et qui vont même nettement à l'encontre de l'esprit du FSM. Une de ces tendances est le gigantisme qui menace de transformer le Forum en une marque de commerce et sa devise en un logo. Y aura-t-il bientôt des franchises « FSM » dans le monde? Une autre de ces tendances est l'augmentation des luttes de pouvoir au sein du Forum. Ces tendances négatives sont les conséquences mêmes du succès du FSM

²² Voir à ce propos : Whitaker, Francisco (2002). *Lições de Porto Alegre' / 'Lessons of Porto Alegre*. M/s, 3 pp., 21 février 2002.

²³ Sen, Jai (2002). Are other globalizations possible ? The World Social Forum as an instrument of global democratization. Leena Rikkilä and Katarina Sehm Patomäki, eds, 2002, New Delhi, India.

en tant qu'entreprise, mais aussi en tant que logo. Voilà une question de fond qui mériterait que l'on s'y attarde plus longuement.

En outre, la philosophie de l'économie solidaire, telle que je la comprends, peut apporter beaucoup au FSM et peut l'aider à réaliser son potentiel de transformation sociale. Cela dit, l'économie solidaire peut-elle, tant sur le plan symbolique que pragmatique, participer à l'émergence d'une idéologie opposant à l'impérialisme la communauté d'intérêts entre les peuples et prônant la mobilisation des ressources, tant au niveau national qu'international, pour le bien commun? L'économie sociale peut-elle de cette façon aider le Forum Social Mondial à réaliser son potentiel de transformation sociale? Le FSM peut-il être le véhicule de tout cela? La philosophie de l'économie solidaire peut-elle contribuer à la transformation du FSM en tant que concept et l'aider à réaliser son potentiel de transformation sociale à l'échelle mondiale?

2.2 Le Forum social mondial, la mobilisation des ressources et l'autosuffisance en Inde

Bon nombre d'entre vous militent déjà en faveur de l'économie solidaire, le thème vous est donc familier. Mais comme je m'exprime essentiellement dans la perspective de l'Inde, ce que j'exprime ne vous sera peut-être pas aussi familier, il est donc pertinent que je précise et explique un peu l'objet de mon questionnement. En effet, même si le problème est abordé en termes différents en Inde, la mobilisation des ressources y est une préoccupation importante.

Il n'y a jamais eu, à ma connaissance, une opportunité aussi riche que le Forum social mondial pour examiner cette question fondamentale. Je suis d'avis que l'examen de cette question peut contribuer à changer certaines politiques – à tout le moins sur le plan civil – tant en Inde que dans le reste du monde. Voilà d'ailleurs 18 mois que je milite en Inde, dans le cadre de la préparation du Forum social pour l'Asie pour que cette question soit soulevée.

La question peut s'avérer complexe en raison notamment de différences historiques et culturelles en Inde. Établissons à cet effet un cadre de référence en présentant les quatre paramètres essentiels de

cette dynamique. Il va sans dire que le sujet devra faire l'objet d'une analyse plus approfondie qui, je l'espère, aura lieu... dans le cadre de réseaux d'économie solidaire peut-être.

En premier lieu, gardons à l'esprit qu'en Inde, il y a longtemps que la question de la mobilisation des ressources fait partie de la conscience collective et qu'elle engendre de chauds débats. À un tel point que dans certains milieux, elle est devenue une sorte de débat idéologique. L'idée qu'il est vital de se donner les moyens de développer et d'utiliser des ressources locales afin de parvenir à l'autosuffisance est largement répandue en Inde. Cette culture politique est perceptible tant dans le travail quotidien du paysan et de l'artisan que dans les grands mouvements de lutte pour l'indépendance nationale menés par Mahatma Gandhi (des années 20 aux années 40). Cette préoccupation pour l'autosuffisance était déjà perceptible dans la première phase des programmes de développement national et de politique étrangère de l'Inde post-coloniale. De plus, cette vision du monde est aujourd'hui partagée par un grand nombre d'intellectuels et de militants de diverses écoles de pensée.

Actuellement, le débat de la mobilisation des ressources et de l'autosuffisance est largement dominé par la question de la souveraineté nationale. Un débat qui dure depuis longtemps hors de la place publique en Inde, mais qui émerge périodiquement, parfois dans la violence, sans jamais être résolu. Ce débat fait maintenant un retour en force. D'une part, en raison du processus de préparation du FSM en Inde et, d'autre part, en raison d'un projet de loi du gouvernement actuel qui vise à ajouter du poids aux lois actuelles punissant la corruption de fonctionnaires de l'État, incluant les juges, par des intérêts étrangers.²⁴ En Inde, plusieurs espèrent que le Forum offrira une tribune privilégiée au débat sur la question de l'autosuffisance.

Bien qu'au cours des dernières années, on ait fréquemment réduit cette idéologie à une critique des investissements étrangers, elle n'y est en fait pas limitée. En effet, plusieurs groupes militants en Inde croient en une autosuffisance locale : ils considèrent que même les fonds provenant d'une autre région du pays, et à plus forte raison s'ils proviennent du gouvernement, minent le dynamisme des

24 Pour une idée plus précise de cette problématique en Inde, voir Karat (1988).

initiatives locales. Cette perception s'est passablement nuancé au fil des ans, notamment en raison des profonds changements qui ont eu lieu au cours des vingt dernières années : libéralisation des échanges, programmes d'ajustement structurel, mondialisation. Si l'Inde s'est graduellement insérée dans le système de la mondialisation et a graduellement intériorisé le consumérisme dont elle était porteuse, l'autosuffisance reste néanmoins un concept fort en Inde et fait partie intégrante de la recherche d'alternatives à la mondialisation néo-libérale.

Mais la dynamique des dernières années s'est surtout articulée autour de l'influence du «capital étranger» sur le développement politique, social et économique au pays. Autant la gauche que la droite ont d'ailleurs pris des positions fermes sur le sujet. C'est en partie en raison de ce sentiment nationaliste (plus un sentiment qu'une position rationnelle) que l'État a récemment promulgué certaines lois lui permettant de contrôler la distribution et l'utilisation des fonds étrangers. Le gouvernement actuellement au pouvoir étant de droite, on doit s'attendre de surcroît à l'adoption de lois encore plus rigides. Une partie des ONG de l'Inde souhaitent bénéficier de la libéralisation et de la mondialisation des marchés – dont le gouvernement fait d'ailleurs la promotion – et s'opposent à ces lois. Il faut garder à l'esprit que, compte tenu du rôle sans cesse grandissant que l'Inde joue – et souhaite jouer – dans le contexte de la mondialisation, les débats en cours en Inde risquent d'avoir une importance considérable.

En second lieu, la question de l'autosuffisance se pose avec encore plus d'acuité en raison de la tenue du prochain Forum social mondial en Inde. Ainsi, à mon avis, si le Forum ne se penche pas sur cette question, cela aura des répercussions négatives sur le mouvement. L'an dernier, j'ai tenté de soulever la question à un moment où le FSM n'était pas vraiment connu en Inde. J'ai tenté d'inciter mes collègues à voir comme moi l'importance d'inclure les questions de l'investissement étranger et de l'autosuffisance dans nos débats, mais tous ont choisi de faire la sourde oreille. Aujourd'hui, en raison de l'ampleur des activités du FSM et du fait que le financement de ces activités viennent en partie de capitaux internationaux, la question a enfin été soulevée sérieusement pendant le Forum social d'Asie qui a eu lieu en janvier 2003. Il sera dorénavant difficile pour le comité organisateur indien du FSM d'esquiver la question déjà devenue l'objet de débats publics. Selon moi, ce débat a le potentiel de créer des fractures au sein du comité organisateur indien du FSM.

En troisième lieu, en Inde, la perception populaire est qu'il y a quelque chose de fondamentalement contradictoire dans le fait que plusieurs d'entre nous font campagne contre la mondialisation, alors que cette même mondialisation s'est infiltrée dans la presque totalité de nos vies, particulièrement lorsque l'on considère que plusieurs organisations militantes sont grandement (et parfois totalement) financées par des fonds étrangers : non seulement des organisations non gouvernementales (ONG) mais aussi des chercheurs, des organismes de recherche et, plus particulièrement avant l'effondrement de l'Union soviétique, de certains syndicats ouvriers liés à des partis politiques, ainsi que d'autres organisations. En raison de cette contradiction, le message que les individus et les organisations – ainsi que les forums auxquels ils sont associés – défend perd de sa force. La bataille est ainsi à moitié perdue d'avance. Si nous tenons à éviter que notre message ne soit « déchiffrable » que par nos collègues spécialistes, si nous voulons plutôt que notre message touche le cœur et l'esprit de la population, nous devons nous demander si nous pouvons tolérer une telle contradiction. Si nous jugeons que non, nous devons trouver une solution.

En quatrième lieu, il existe une réelle possibilité – et une réelle nécessité – que des changements de perception ait lieu à deux niveaux. D'abord, la mobilisation de ressources provenant de l'extérieur pourrait être considérée non seulement comme la réponse à un besoin, mais aussi comme un geste de solidarité s'inscrivant dans une relation de partenariat. Ensuite, la perception du « local » pourrait s'étendre pour inclure le territoire d'où sont issus nos partenaires de lutte. L'autosuffisance ne serait ainsi pas menacée par l'utilisation des ressources issues de ces territoires.

C'est dans cette perspective que l'économie solidaire, qui mise sur une stratégie concertée et qui s'applique tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des frontières, trouve toute sa pertinence et qu'elle s'avère si cruciale sur le plan politique. C'est dans cette optique que l'économie solidaire prend tout son sens.

Il y a une autre dimension à laquelle il nous faut encore prêter une attention particulière : la façon dont les ressources investies dans l'économie solidaire sont générées. Plus précisément, il serait important d'examiner le rôle de l'aide fournie par les gouvernements ou les corporations pour des projets de développement international et spécialement des projets soutenant l'économie solidaire. Hormis les rares cas où les ressources investies ne le sont pas sur une base de non exploitation, si de

tels cas existent, ce type de mobilisation des ressources va complètement à l'encontre du principe de la solidarité, qui doit plutôt se manifester directement entre les personnes et entre les communautés. C'est-à-dire être basé sur des rapports de réciprocité et d'entraide où les ressources sont générées à partir du cœur de l'économie.

Il se peut que ma façon d'exposer la problématique soulève plus de difficultés qu'elle n'en résout, mais voilà peut-être une raison de plus de s'en saisir et de l'analyser. Il va sans dire que les problèmes abordés s'inspirent surtout de l'expérience indienne, mais, considérés dans leur ensemble, ils révèlent des problématiques qui sont peut-être pertinentes dans d'autres pays et d'autres contextes. Considérés dans leur ensemble, ces problématiques semblent avoir le potentiel de redéfinir les fondements d'un projet collectif mondial.

Mon expérience m'a permis de constater qu'il y a peu de pays qui partagent avec l'Inde une préoccupation si marquée pour la problématique de l'autosuffisance. Le Forum social mondial est donc une rare opportunité de mettre cette problématique de l'avant. En effet, la tenue du prochain FSM en Inde en fera un Forum explosif. Il reste à savoir si cette explosion sera créatrice ou destructrice. Malheureusement, ni le comité organisateur indien ni le comité organisateur brésilien (appelé maintenant le Secrétariat International) n'ont à ce jour manifesté d'intérêt ou même tenté de comprendre la présente problématique.

Il existe des pays qui, comme la Chine, résistent à l'entrée de capitaux étrangers, encore que je ne connaisse pas en détail les éléments qui motivent cette attitude. Je ne sais trop s'il s'agit là d'un signe de méfiance de la part du gouvernement ou si cette attitude découle de valeurs ancrées dans la culture politique. Au plan économique, la plupart des pays que j'ai visités semblent s'être intégrés au mouvement de mondialisation (rarement, bien sûr, dans un contexte de solidarité). Je suis donc persuadé que l'Inde, ainsi que le forum qui s'y tiendra, nous offriront une chance inouïe d'aborder ces questions de façon créative et d'élaborer des solutions conjointement. En dépit des rapides changements qui surviennent en Inde, nous devons nous engager fermement, ici plus que n'importe où ailleurs, si nous tenons à ce que le Forum social mondial soit fécond.

Loin de moi l'intention de transposer la problématique de l'Inde au reste du monde, mais je m'interroge sur la pertinence des considérations que j'ai soulevé sur d'autres pays. Si l'objectif du

FSM est de lutter contre l'avenir à sens unique que nous offre le système hégémonique mondial, ce dernier ne doit-il pas d'emblée s'intéresser à la position des acteurs eux-mêmes dans le système? Si l'impérialisme signifie contrôle des ressources et des marchandises, peut-on lutter contre l'impérialisme sans mobiliser, redistribuer et, éventuellement, contrôler ces ressources « locales » et « nationales »? Si c'est le cas, n'est-il pas nécessaire d'établir un cadre de réflexion et d'action qui oriente la façon de mobiliser les ressources, qu'elles soient de provenance locale, nationale ou même internationale? Ne peut-on pas voir ici l'occasion d'élaborer des alliances stratégiques à la fois à l'intérieur des frontières nationales – avec le capital national ou avec les éléments les plus progressistes et critiques de l'État, par exemple – et au niveau international et même au-delà de toutes les barrières traditionnelles? Le Forum ne serait-il pas le lieu de rencontre idéal pour discuter de ces questions, pour s'entendre sur des stratégies et des objectifs communs et pour se donner les moyens de les réaliser?

Références bibliographiques

- JAMES, P. J. (2003). World Social Forum's "Many Alternatives" to Globalisation. *Red Star, Platform for Communist Revolutionaries*.
- Karat, Prakash (1988). *Foreign Funding & the Philosophy of Voluntary Organisations, A Factor in Imperialist Strategy*. New Delhi : National Book Centre.
- Revolutionary Writers Association, Andhra Pradesh, India (2002). *Struggle Against Imperialism is neither Fun nor Picnic ! It is a Life and Death Practice !*
- RUPE (Research Unit for Political Economy) (2003). The Economics and Politics of the World Social Forum : Lessons for the Struggle against Globalisation. *Aspects of India's Economy, no 35*. www.rupe-india.org.

Liste des sigles

ABONGE	Association des ONG brésiliennes
CIDSE	Réseaux des organisations catholiques de coopération internationale
FSM	Forum social mondial
MST	Mouvement des sans terre
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
UFP	Union des forces progressistes
UQO	Université du Québec en Outaouais